

" Ils viennent jusque dans nos bras égorger nos fils et nos compagnes... "

ET LA TRADUCTION EN INDOCHINOIS ?

Siège : 4, rue de Marseille, LYON Correspondant à Paris : Lucien BARRAT, 11, rue Pixérécourt, Paris. Tél. MEN 45-39

" L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! "

ABONNEMENT POUR 24 NUMEROS : 60 francs Prix du Numéro : 4 francs

Front Ouvrier

Camarades ouvriers, paysans, artisans, Camarades travailleurs et exploités:

Répondez

OUI et NON!

VOTEZ OUVRIER Contre la réaction!

Le peuple de France va voter. Il va le faire à travers un système électoral tronqué, déformé, maintenu malgré les protestations de toutes les organisations de gauche; mais néanmoins il va pouvoir se prononcer dans une mesure appréciable sur l'avenir immédiat du pays.

La constituante sera ce que nous la ferons. C'est pourquoi ces élections ont une grande importance. Dans un monde qui n'arrive pas à recoller les morceaux du capitalisme, et dont la bourgeoisie dominante s'irrite davantage à mesure qu'elle se sent plus menacée, il est vital de ne pas laisser échapper la moindre occasion d'attaquer les exploités, de faire échec à la réaction.

ENTRE DEUX LISTES HOMOGENES, VOTEZ POUR LA LISTE OUVRIERE. Faire échec à la réaction. Voilà le premier principe qui doit guider les votes des travailleurs. Cette réaction, nous en connaissons le visage: il est bourgeois. Nous en connaissons l'emblème: un gros coffre-fort, surmonté d'un sabre (ou d'un képi) et d'un goupillon. Malgré tous ceux qui voudraient ne pas en parler,

l'autre, socialiste ou communiste, il faut se porter en masse sur la seconde et assurer par tous les moyens son succès.

VOTEZ POUR LES CANDIDATS QUI REPENDENT OUI-NON AU REFERENDUM.

Lorsque deux listes ouvrières sont en présence, ou deux listes présentées par deux partis ouvriers, il faut élire les candidats qui préconisent le OUI-NON au référendum, car cette réponse est la seule défendable par de vrais représentants des travailleurs. Elle est un engagement; elle prouve que le candidat a compris l'importance de la souveraineté de l'Assemblée, et le sens réactionnaire véritable du projet de loi limitatif du gouvernement; elle est donc, dans une certaine mesure, une localisation politique, et une garantie.

ENTRE DEUX LISTES PANACHEES, VOTEZ POUR CELLE QUI CONTIENT LE PLUS DE REPRESENTANTS OUVRIERS.

Le Front Ouvrier n'a jamais été partisan des coalitions qui jettent par-dessus les antagonismes de classes un pont fragile d'unité verbale; l'un après l'autre les blocs « nés de la Résistance » (M.L.N., Front National, etc.) ont explosé et leurs fragments se sont rattachés naturellement aux formations classiques, à composition sociale définie. Notre mot d'ordre a toujours été, et est toujours, de rompre des alliances qui ne peuvent que paralyser les travailleurs, car il est des gens qu'on gagne à ne pas fréquenter, et de combattre ouvertement la bourgeoisie sur un front de classe.

Néanmoins, nous considérons que certains amalgames présentés par des partis ouvriers pour des raisons « tactiques » (M.U.R.F., U.D.S.R., listes communistes-radicales, etc.) sont préférables au passage de candidats réactionnaires, et nous recommandons en ce cas de voter pour elles.

UN SEUL PRINCIPE: L'INTERET DES TRAVAILLEURS, CLASSE EXPLOITEE CONTRE CLASSE DES EXPLOITEURS.

Il est évident que, sur ce dernier point, les solutions ne peuvent être que locales. Il n'y a pas de recette générale, dans la complication actuelle des mélan-

ges politiques, qui permette de découvrir automatiquement une liste ouvrière. Notamment lorsque sont en présence deux listes panachées, dérivant toutes deux de partis ouvriers. Là le choix est affaire d'estimation spécifique. Une liste socialiste-U.D.S.R., composée d'ouvriers ou de sympathisants de gauche, peut être ici préférable à une liste communiste-radi-

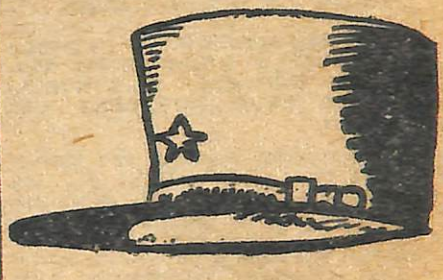
cale, à prédominance bureaucratique ou pollicarde de profession. Là, au contraire, une liste radicale-M.U.R.F. d'éléments particulièrement actifs peut valoir mieux qu'un accord S.F.I.O.-M.R.P.

En fin de compte, un seul principe demeure essentiel: celui de l'intérêt de

classe. Contre la réaction, contre le chauvinisme, contre le cléricalisme, contre l'impérialisme, il faut porter au pouvoir les représentants les plus valables des travailleurs et des opprimés. Toutes les alliances n'y changeront rien: c'est la bourgeoisie qu'il faudra abattre en fin de compte et, pour cela c'est dès aujourd'hui qu'il faut porter au pouvoir un gouvernement du peuple: un gouvernement socialiste-communiste-C.G.T., et exiger de lui qu'il rompe nettement, ouvertement, avec la bourgeoisie. Une fois qu'il sera aux commandes, la classe ouvrière verra ce qu'il a dans le ventre. Pour beaucoup de raisons, ce ne sera pas la fin de nos efforts; mais pour beaucoup de raisons aussi — et devant le danger de la réaction, ce sont celles-là qui prennent le dessus — il vaudra beaucoup mieux que Napoléon IV ou M. Palewski.

par René LAURENT

LISEZ DANS CE NUMERO : En page 2 : Les délégués coloniaux à la Conférence Syndicale. En page 3 : Notre page spéciale : LIBERTE POUR L'INDOCHINE !



NON!



OUI!

la lutte de classes est un phénomène économique, un fait réel, quotidien, et la première consigne du prolétariat doit être de voter (c'est-à-dire de ne pas s'abstenir), et de voter pour les listes ouvrières, particulièrement si elles défendent un programme de classe.

C'est le seul moyen d'affaiblir le capitalisme international, qui demeure, dans chaque pays, dans chaque ville, dans chaque liste antiouvrière, notre puissant et principal ennemi. Cela veut dire qu'entre deux listes homogènes, l'une bourgeoise (Fédération République, Alliance démocratique, radicale, M.R.P., etc.), et

FAILLITE DES "CINQ" La menace anti-soviétique

par A.P. Bruneau

Une fois de plus, trois grands et deux « moyens » ont essayé de régler le sort des petits. Une fois de plus, cette tentative s'est soldée par un lamentable échec. Trente-trois séances pour rien. Une atmosphère lourde, morne, une impression générale de malaise. Des accès de fièvre chez des diplomates pourtant habitués à envelopper les pires insultes sous des phrases habiles. Après San Francisco et Potsdam, où la paix était dépeçée avant sa naissance, le ciel de Londres a couvert les préparatifs de la prochaine dernière.

Car la guerre n'est pas terminée. Elle continue sourdement entre les vainqueurs, avant d'éclater au premier prétexte favorable.

Il y a six mois, quelconque se permettait de dévoiler les rivalités qui rongeraient le bloc des Alliés était traité par les clavins de toutes couleurs, d'agent de la cinquième colonne, voire d'Hitlerien. Mais aujourd'hui, le temps des traités absolument secrets est révolu. Il n'est plus possible aux bourgeois de crâne de dissimuler davantage au prolétariat mondial la sanglante duperie que fut cette « croisade de la démocratie ». La conquête des zones

d'influence et non la charte de l'Atlantique, voilà l'enjeu de la guerre. La consolidation des superbénéfices et non l'émancipation des travailleurs, voilà le programme de l'après-guerre.

Le bloc antisoviétique

C'est seulement sous cet angle que l'on peut apprécier la déclaration de M. Bidault à son retour au Bourget: « La prochaine fois, nous ferons mieux. » Oui, monsieur Bidault, le bloc occidental, n'en doutons pas, fera mieux la prochaine fois: il fera un pas de plus dans la voie de la guerre contre l'U.R.S.S. Il ne s'est agi que de cela à Londres, car il a bien fallu constater que les intérêts de la diplomatie russe étaient opposés à ceux de toutes les puissances capitalistes.

Si Molotov a proposé de réduire le nombre des signataires des traités de paix, c'est qu'à chaque instant, il se trouvait en minorité devant trois ou quatre autres représentants diplomatiques. Ceux-ci ne sont pas toujours d'accord entre eux, mais s'entendent toujours au moins contre l'U.R.S.S. En présence de deux Etats seulement, le gouvernement de Staline escomptait renverser la majorité sur chaque question en offrant des compensations tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Les Alliés d'Israël ne veulent pas accepter le risque de voir exploiter leurs petites rivalités intérieures. Avec une candeur digne d'éloges, le New York Times du 28 septembre avoue à ce sujet: « Nous sentons que nous devons nous prononcer fermement en faveur d'un pays (1) auquel nous nous intéressons. La France s'est appuyée plus sur nous que sur l'U.R.S.S., et nous ne pouvons la décevoir sur ce point sans perdre une influence capitale sur le continent européen. D'autre part, les Etats-Unis veulent faire échec à la tentative de M. Molotov, de réduire la proportion de quatre contre un qui se réalise dans tous les votes actuels, en retirant la parole à la France et à la Chine. Le maintien de la France dans les discussions assurerait encore un rapport de trois contre un. »

En langage diplomatique, cela s'appelle une gaffe. Cela n'empêche pourtant pas la plupart des journaux américains et anglais d'accuser Molotov des pires méfaits, de comparer son argumentation à celle d'Hitler, de proclamer, comme le fait le New York Tribune du 3 octobre: « Les Américains ont le droit de connaître quel gouvernement pousse le monde vers une nouvelle guerre (sous entendu: l'U.R.S.S.) ou d'évoquer l'incompatibilité des systèmes « démocratiques » et « communistes » (Washington News du 3 octobre).

Que faire ?

Ainsi, l'isolement de l'U.R.S.S. se poursuit. Etait-ce inévitable ? Pour notre part, nous ne pensons pas que la place de l'U.R.S.S. soit dans ce que Lénine appelait l'« entre des brigands im-

périalistes ». L'expérience montre qu'elle n'a rien à y gagner. Nous pensons que son seul soutien réside dans les possibilités révolutionnaires à l'intérieur de chaque pays, et non pas dans une politique de compromis qui se révèle être sans issue. Nous pensons que Molotov perd son temps à vouloir dissocier les impérialismes groupés autour des U.S.A. Nous pensons que cette tactique ne fait qu'affaiblir la position de l'U.R.S.S., et compromettre l'émancipation des travailleurs dans les pays capitalistes. Et nous en déduisons que si le Gouvernement de Staline s'obstine dans cette voie de suicide, c'est qu'il y a quelque chose de changé en U.R.S.S.

Mais ce ne peut être pour nous qu'une occasion de plus d'alerter les travailleurs de tous les pays. Un complot monstrueux se prépare: on veut domestiquer la classe ouvrière et l'entraîner dans une nouvelle boucherie contre le seul Etat qui échappe à l'emprise du capitalisme. Une société décadente, incapable d'établir dans le monde une paix équitable, accepte le recours à la guerre pour que le monde ne lui survive pas.

La dernière a coûté cher: on veut le faire payer à ceux qui en sont les principales victimes. Le poids est trop lourd? L'économie capitaliste ne peut plus accorder aux travailleurs la satisfaction de leurs revendications ?

Le régime capitaliste révèle toute sa décadence, son impuissance à surmonter ses contradictions. Qu'importe! on fera taire les révoltes dans les charniers de nouvelles croisades.

(1) C'est de la France qu'il s'agit (N.O. L.R.). (Lire la suite en p. 3, 5^e col.)

Des alliances indignes de partis ouvriers :



Ceux que soutient le Parti Communiste



Celui que plébiscite le parti socialiste

ROMPEZ CETTE COALITION AVEC LA BOURGEOISIE!

Liberté pour l'Indochine!

Peuple de France,

Plusieurs mois après sa propre libération, qui a marqué la chute du fascisme en Europe, des hommes, des femmes, des enfants, tombent encore en Indochine sous les coups du corps expéditionnaire français, aidé des britanniques et des japonais. Des hommes dont le seul crime est de continuer leur lutte millénaire contre tous les impérialismes, des hommes qui veulent une libération nationale et sociale.

Peuple de France, as-tu voulu cela ? As-tu voulu ce massacre de travailleurs, de paysans, d'intellectuels annamites, qui sont à la pointe de la lutte libératrice ?

Le 13 septembre 1945, les Alliés en débarquant en Indochine ont trouvé le pays calme. Le coup de force français du 23 septembre déclencha le soulèvement du peuple annamite et une répression sanglante franco-britannique. Et ce massacre n'est qu'un début. Des cuirassés, des croiseurs, des bateaux chargés de tanks, de mitrailleuses, de munitions, débarquent des troupes en Cochinchine ; des envoyés du gouvernement français ont proclamé solennellement et abondamment leur volonté d'occupation totale du territoire, de rétablissement de l'« ordre », de répression. Un communiqué du Q. G. de Kandy, pour justifier sa tentative d'écrasement manu militari du mouvement d'indépendance annamite, attribue les troubles « aux brigands et extrémistes, tous éléments sortis des bas-fonds de Poulo-Condore ».

Deux réflexions s'imposent : ces rescapés de Poulo-Condore, sinistre bague où l'administration coloniale envoie agoniser les révolutionnaires indochinois, ces rescapés, par leur courage, leur lutte incessante, le sang versé de leurs camarades de combat, par les blessures et les marques de tortures atroces qu'ils portent au sortir des interrogatoires de la « Sûreté, ont conquis le droit au respect de tous, même de leurs ennemis.

D'autre part, ces rescapés qu'on présente comme des brigands de bas-fonds sont un prétexte commode pour toutes les tueries à venir. Et du coup, la bourgeoisie internationale peut dormir la conscience en paix, puisque l'expédition se fera sous le signe de l'« ordre » et de la « prospérité ».

Mais des bien il y a mieux. Des informations officielles ou semi-officielles, en tout cas bien orchestrées, présentent le VIET-MINH, alliance des partis révolutionnaires annamites comme inféodé aux Japonais. Le peuple indochinois n'a pourtant pas besoin de cette insulte supplémentaire, lui qui, à plusieurs reprises depuis 1940, a payé de son sang sa résistance à l'agression des seigneurs d'Asie, lui qui a perdu à cause des cinq années d'occupation, des centaines de milliers d'hommes morts de faim, sans compter la dévastation de ses ports et de ses champs...

Quand les paysans, les tirailleurs, les ouvriers, les femmes et même les enfants, se révoltaient en 1930-1932, où étaient les mots d'ordre japonais ? Quand un million de manifestants réclamaient la liberté à Saigon ou à Hanoï en 1945, est-ce vraiment pour faire plaisir au Mikado chancelant ?

Peuple de France, les masses annamites se sont choisies librement un gouvernement populaire qui, pour mener à bien une tâche écrasante de reconstruction et de rénovation sociales, reçoit de 3/4 de siècle de colonisation et de 5 années de guerre un lourd héritage de misère morale et matérielle. Elles ont plus besoin maintenant de médicaments, de vivres, que de tanks ou de mitrailleuses.

Peuple de France, n'oublie pas que l'impérialisme et le fascisme sont deux manifestations d'un même mal, et que tout foyer de fascisme que tu n'écarteras pas contribuera à écraser les travailleurs et à provoquer de nouvelles guerres que tu paieras de ton sang.

Peuple de France, comprends notre détresse et notre volonté de saisir cette chance unique de recouvrer notre liberté. Nous ne voulons pas retomber de nouveau dans l'état de demi-esclavage qui nous attend « lorsque la présence française sera effective partout ». Ce soi-disant statut de dominion, cette « consultation populaire » qu'on nous promet quand la police et l'armée d'occupation auront éliminé tous nos chefs révolutionnaires, ces administrateurs coloniaux appuyés sur la gendarmerie française, ce gouverneur général, souverain omnipotent et irresponsable, nommé par le roi, et ceux qui lui servent de ministres, tout cela n'est qu'une parodie de la démocratie et ceux qui ont écrit à YEN-BAY, à VINH, à POULO-CONDORE ou à SAIGON, n'ont pas donné leur vie pour cela.

Peuple de France, continueras-tu à laisser ton corps expéditionnaire, tes cuirassés, tes avions, entreprendre une nouvelle guerre impérialiste et se faire l'instrument des puissances d'argent ? Ou voudras-tu rechercher avec un peuple indochinois indépendant une réconciliation féconde sans la menace directe des armes et de la répression ?

NGUYEN VAN.

En dépit des mensonges et des violences d'une presse hypocrite — au milieu de laquelle Marcel Fourrier, dans *France-Tireur*, apporte une note courageusement discordante — la vérité commence à percer. Nous pouvons déjà, au moyen d'informations puisées à sources sûres, nous faire une idée de ce qui se passe en Indochine. On a essayé de nous abuser de deux façons : d'abord, en présentant les « troubles » de là-bas comme fomentés artificiellement par les Japonais ; ensuite, en nous faisant croire que les Anglo-Français étaient, en Cochinchine, maîtres de la situation. Les deux assertions sont également fausses.

Expliquer ce qui se passe en Indochine par les manœuvres du Japon est aussi absurde que de prétendre que le mouvement ouvrier occidental est suscité par des « meneurs » ou par la « main de Moscou ». Le soulèvement annamite est l'aboutissement de longues années d'une effroyable oppression, de longues années de lutte pour la liberté. Si les Annamites préfèrent, aujourd'hui, prendre les armes et mourir plutôt que de retomber sous la domination française, c'est parce qu'ils ont conservé de leur occupation d'avant guerre un souvenir aussi cuisant que nous de l'occupation hitlérienne. Evoquer cet enfer exigerait des pages et des pages.

L'OCCUPATION IMPERIALISTE

De toutes les colonies françaises, l'Indochine est celle qui a été la plus maltraitée, parce qu'elle a été la terre d'élection du grand capital. Tous les voyageurs qui ont vu de leurs yeux l'exploitation des coolies sur les plantations caoutchoutières ou dans les mines de charbon, ont poussé, lorsque les piastres de la Banque d'Indochine n'avaient pas fait taire en eux tous sentiments humains, le même cri d'horreur : nous renvoyons le lecteur aux témoignages de Dorgelès, de Roubaud, de Paul Monet, de Léon Werth, d'André Viollis, etc. La domination du grand capital s'exerçait, là-bas, par l'intermédiaire d'une administration pléthorique et grassement rétribuée, qui se procurait ses ressources

par de jeunes intellectuels, qui s'étaient familiarisés dans nos écoles mêmes avec les droits de l'homme, elle n'a pas tardé à prendre la forme d'une vague de fond populaire. Partout les paysans se sont levés ; en cortèges pacifiques, sans autres armes que des pancartes revendicatives, ils se sont rendus aux chefs-lieux pour protester contre la lourdeur des impôts. Le grand capital a répondu par un bain de sang. Les jeunes nationalistes sont morts

par Daniel Guérin

sur la guillotine ou dans les tortures que les brutes hitlériennes n'ont fait, depuis, que pratiquer sur une plus large échelle. Les cortèges des paysans, désarmés ont été fauchés à la mitrailleuse, les manifestants embrochés par les baïonnettes des légionnaires ivres, les villages et les fermes réputés « rebelles » bombardés en rafale, des milliers de condamnés politiques ivres, les villages et les fermes réquies déportés en Guyane, où ils sont morts d'épuisement, de la même mort lente que ceux de Buchenwald et de Dachau. Il faut dire aussi, car il faut dire toute la vérité, que même sous le Front Populaire, la répression a continué. Le vent de liberté qui passa sur la France en 1936 n'est pas allé jusqu'en Indochine. Marius Moutet, régnant rue Oudinot, les emprisonnements de militants révolutionnaires indochinois n'ont pas cessé. De même qu'aujourd'hui, certains partis assistent, muets et complices, aux tentatives d'étranglement du peuple indochinois.

L'INDOCHINE EST MAJEURE

Ce peuple aspire à la liberté et il est mûr pour la liberté. Expliquer pourquoi l'Indochine est, de toutes les « colonies » françaises, la plus évoluée, la plus capable de disposer d'elle-même, nous entraînerait trop loin. Dison, en quelques mots, les principales raisons de cette maturité : tout d'abord, nous avons affaire à un pays de

Gouvernement du peuple ? OUI !
Napoléon IV ? NON !

vous souvenez-vous comment ? En inondant le pays du mauvais alcool de la Société des Distillateurs de l'Indochine, sur lequel elle prélevait un honnête courtage, et de l'opium, dont elle avait le monopole.

Le radical Albert Sarraut, alors gouverneur général, s'est acquis une triste célébrité en invitant ses subordonnés, par circulaire, à activer, dans les villages, la vente de l'alcool et de l'opium.

L'Indochine est un pays essentiellement agricole ; 90 0/0 de ses habitants vivent de la culture du riz. L'occupant a tiré également les revenus nécessaires à sa domination fastueuse, à l'entretien de son armée et de sa police, en accablant le petit agriculteur de lourds impôts, le poussant ainsi dans les griffes de l'usurier chinois.

Pour mieux dominer, il a pratiqué une politique d'obscurantisme, laissé dans l'ignorance, en le privant d'écoles, un peuple qui jadis, avant la conquête, avait connu un haut niveau de civilisation et d'instruction.

LA REPRESSION

Ce régime abject n'a jamais été accepté par le peuple annamite. Depuis les débuts de l'occupation française, les révoltes se sont succédées. La plus importante a commencé en 1930, par la mutinerie des tirailleurs de Yen Bay (Tonkin). Suscité

vielle et authentique civilisation ; ensuite, il n'existe là-bas ni féodalité terrienne, ni bourgeoisie capitaliste susceptibles soit de partager avec l'occupant le bénéfice de l'exploitation des masses populaires, soit de conquérir l'indépendance à leur profit exclusif. C'est pourquoi l'élite intellectuelle annamite, après avoir été un temps nationaliste, se réclame aujourd'hui, dans sa majorité, du marxisme révolutionnaire. Le président du Viet Minh n'est-il pas, de son vrai nom, le militant communiste Nguyen Ai Quoc, dont tous les amis du peuple indochinois connaissent le livre, « Le Procès de la colonisation française » (1).

PARTICIPEZ TOUS à la campagne de soutien de l'Indochine !

Devant la menace impérialiste qui pèse sur les défenseurs de la liberté indochinoise, « Front Ouvrier » appelle tous les travailleurs français, les partisans de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à faire voter dans leurs partis, organisations, mouvements, sections syndicales, etc., des résolutions de solidarité avec le peuple indochinois, et à les envoyer à M. Lucien Barrat, 11, rue Pixérécourt, Paris (20^e).

Voici les premières résolutions que nous avons reçues :

TELEGRAMME ADRESSE AU « FIGARO » ET TRANSMIS AU GENERAL DE GAULLE

Soldats et volontaires issus de la Résistance donc ennemis de tous gouvernements oppresseurs, nous manifestons notre dévouement total envers la délégation indochinoise, notre seul et digne représentant en France. Cet organisme démocratique dont les membres choisis en toute liberté et dans toutes les couches sociales ne peut pas recevoir des mois d'ordre d'Allemagne nazie ; en plus, sa création est postérieure à la période d'occupation. Nous protestons énergiquement contre l'article calomnieux paru dans votre journal.

Bataillon Viet Nam, S. P. 54.000 le 4 octobre 1945.

Le capitaine TRAN NGOC DIEP, chef du bataillon Viet Nam

La Ve Section de Paris du Parti Socialiste demande au Parti Socialiste et au Populaire de se prononcer immédiatement pour la reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Indochine ; proteste contre les arrestations des militants indochinois, et décide de participer, si elle est sollicitée, aux meetings de protestation sur le sujet.

La section syndicale (C.G.T.) de la mairie du Ve arrondissement, émet des vœux et manifeste sa sympathie pour la libération de l'Indochine et des mesures militaires prises pour reconquérir ce pays sans se soucier des aspirations de ses habitants, demande qu'une coopération immédiate soit établie avec les représentants du gouvernement annamite « Viet-Minh », issu de la Résistance, permettant à la fois aux peuples indochinois l'accès à la liberté et à la démocratie telle qu'on les connaît au pays des Droits de l'Homme, et à la nation française les moyens économiques et militaires suffisants pour garantir l'indépendance de l'Indochine, mais cependant compatibles avec l'entière souveraineté de son peuple.

FAILLITE DES « CINQ »

(Suite de la page 1)
Il faut s'en rendre compte une bonne fois : les phrases creuses de San Francisco et de Londres ne cachent que les intérêts des classes privilégiées. C'est à elles qu'il faut s'attaquer si l'on veut épargner au monde une barbarie déchaînée. A l'Internationale des trusts, des banques, des exploités, il faut opposer l'alliance internationale des exploités. La révolution sociale libératrice est le seul moyen d'établir une paix durable, entre peuples libres. H.P. BRUNEAU.

CALENDRIER DES EVENEMENTS D'INDOCHINE

- juin 1940. — Armistice franco-allemand, devant l'occupation japonaise.
- A partir d'octobre 1940. — Insurrections annamites contre l'impérialisme japonais. La première éclate en octobre 1940, à BAC-SON dans la région montagneuse du Haut-Tonkin ; la seconde en novembre 1940 en Cochinchine où elle s'étend jusqu'à la ville de Saigon ; la troisième en janvier 1941 à VINH. Leurs soulèvements ayant été chaque fois réprimés les nationalistes deviennent plus prudents et décident en 1941 d'organiser la « Ligue pour l'indépendance de l'Indochine ».
- Les organisations indochinoises étaient les seules à résister à l'impérialisme japonais. « Il n'y avait pas avant le milieu de 1944 d'organisation générale groupant tous les Français d'Indochine désireux de participer à l'œuvre de la Résistance... »
- (Extrait d'un exposé de M. Longeaux, sous-directeur des Travaux Publics en Indochine, juillet 1945.)
- 23 mars 1945. — Déclaration du gouvernement de Gaulle sur le statut de l'Indochine, faisant un certain nombre de concessions formelles, mais conservant le gouverneur général français irresponsable devant le peuple et disposant de pouvoirs dictatoriaux absolus.
- L'Indochine, est-il dit notamment dans ce texte, aura un gouvernement fédéral présidé par un Gouverneur Général et composé de ministres responsables devant lui qui seront choisis aussi bien parmi les Indochinois que parmi les Français.
- 1945. — L'Empereur BAO-DAI proclame l'indépendance du VIET-NAM.
- 1945. — Capitulation japonaise.
- 10 août 1945. — Abdication de l'empereur BAO-DAI. Le mouvement VIET-MINH, alliance de tous les partis révolutionnaires annamites, proclame « le gouvernement républicain provisoire », sous la présidence de HO-CHI-MINH.
- 23 août 1945. — Une dépêche qui est un bel avertissement : « Les préparatifs pour le ravitaillement de l'Indochine sont achevés. La « Ville de Strasbourg », de la Compagnie des Messageries Maritimes qui devait aller à Madagascar, a été affectée à la liaison avec notre territoire d'Extrême-Orient. Pour la nature de son chargement, priorité a été donnée à la défense nationale. (1) Le Navire emmènera donc des troupes, environ 800 hommes et du matériel blindé. »
- 28 août 1945. — « Un message radiodiffusé de Saigon annonce des démonstrations massives en faveur de l'indépendance de l'Indochine ». (B.B.C.)
- 13 septembre 1945. — Les troupes anglaises en débarquant à Saigon pour désarmer les Japonais et « maintenir l'ordre » trouvent le pays calme et l'administration du VIET-MINH en place dans tout le pays.
- 13 septembre 1945. — Dans une conférence de Presse, M. LAURENTIEU, directeur des affaires politiques du ministère des Colonies affirme qu'en commettant une erreur préjudiciable aux futures relations franco-indochinoises en considérant le VIET-MINH comme inféodé aux Japonais, il ne le fut jamais, pas plus qu'aux Chinois. C'est un parti national opposé à toute hégémonie étrangère. Il s'agit maintenant, selon le porte-parole du Ministère des Colonies, de préparer une solide alliance avec une Union Indochinoise indépendante. (Le PAYS 14 septembre 1945.)
- 19 septembre 1945. — Le général GRACEY, commandant en chef britannique et représentant de l'impérialisme international, interdit toute réunion ou manifestation, supprime la presse, censure les troupes du VIET-MINH et leur interdit le port d'armes.
- 20 septembre 1945. — La grève générale et l'insurrection éclatent à la suite des mesures de répression prises par les troupes d'occupation anglaises.

- 21 septembre 1945. — Le gouvernement indochinois proteste contre l'occupation par la force du Comité du Peuple de Cochinchine par l'armée britannique.
- « De véritables torrents humains ont défilé sans interruption pendant cinq heures devant la légation de Grande-Bretagne pour manifester contre cette atteinte à la souveraineté du VIET-MINH » (AFP).
- 23 septembre 1945. — Coup de force français contre l'administration annamite de Saigon.
- 25 septembre 1945. — La grève générale des dockers d'Australie est déclenchée en soutien du mouvement républicain des Indes Néerlandaises.
- 27 septembre 1945. — Les dockers de la Nouvelle-Zélande débrayent à leur tour à l'unanimité.
- 27 septembre 1945. — Le général GRACEY avertit les commandants japonais qui ne « feraient pas respecter l'ordre » (impérialiste) qu'ils seraient considérés comme criminels de guerre.
- Les troubles persistent à Saigon. Répression franco-britannique. Les Japonais sont chargés de rétablir l'ordre. (Pour avoir une faible idée de ce que cette dernière phrase représente pour un annamite, il suffit de s'imaginer les Américains rétablissant l'« ordre » parmi les F.F.I. en France avec des SS, et la Gestapo.)
- « Le Ministère des Colonies communique : il s'agit là d'initiatives individuelles, inévitables dans l'état de confusion, actuelle et qui ne mettent nullement en question la décision du gouvernement français de suivre en Indochine une politique entièrement nouvelle, décision qui n'aura son plein effet que lorsque notre présence sera effective partout. » (Le MONDE, 27 septembre.)
- A titre d'exemple de la politique « nouvelle » du gouvernement à l'égard de l'Indochine : une dépêche datée du Quartier général du Général Leclerc attribue les troubles aux « brigands et extrémistes sortis des bas-fonds de Poulo-Condore ».
- 29 septembre 1945. — Les combats continuent.
- 30 septembre 1945. — Une division britannique fait route vers Saigon.
- 1er octobre 1945. — Tandis que l'insurrection gagne Hanoï, les Alliés impérialistes songent à utiliser l'aviation. Le VIET-MINH remporte plusieurs succès locaux en prenant l'offensive contre les nouveaux « alliés » anti-ouvriers : anglais-français-japonais.
- 2 octobre 1945. — Des renforts importants sont acheminés vers l'Indochine. Le chef du gouvernement annamite déclare : « Les Français qui ont combattu pour la de leur pays doivent comprendre que nous luttons pour celle du nôtre ». Le RICHELIEU et le THIOMPHANT sont attendus à Saigon.
- 2 octobre 1945. — Devant la courageuse attitude du peuple annamite, l'impérialisme n'ose pas déclencher le massacre, et fait sonner le « cessez le feu ». Français et Annamites confèrent à Saigon.
- 4 octobre 1945. — Les délégués du VIET-MINH prient le général GRACEY qu'il est inutile de poursuivre les pourparlers si on ne leur garantit pas l'indépendance complète du VIET-NAM.
- 6 octobre 1945. — Le Général Leclerc arrive à Saigon. « Des sentinelles japonaises présentent les armes tout le long du parcours entre l'aérodrome et le palais du Gouverneur » (AFP).
- Le Général déclare aux officiers : « J'ai deux bonnes nouvelles à vous annoncer : les Français arrivent, nous attendons leurs bateaux et l'Amiral d'Argenlieu m'a donné les pouvoirs nécessaires pour rétablir l'ordre. »
- 6 octobre 1945. — Débarquement de plusieurs unités françaises. Démonstration de troupes qui paradent dans Saigon (probablement pour arranger les choses).

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les promesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nations opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux... » (Conditions d'admission dans les Partis de la III^e Internationale, II^e Congrès de l'Internationale Communiste, juillet 1920).

- Rédigez en masse des résolutions de solidarité avec le Viet-Minh, mouvement indochinois d'émancipation nationale ;
- Envoyez-les à vos organisations et au « Front Ouvrier » qui les publiera aussitôt.
- Organisez des réunions de protestation contre l'envoi de troupes en Indochine, contre l'arrestation arbitraire des Indochinois résidant en France, et en général contre la politique d'oppression coloniale de l'impérialisme français.
- Pour les travailleurs des ports, les dockers, les marins : suivez l'exemple de vos camarades des Pays-Bas, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, faites grève, empêchez le départ pour l'Indochine du matériel de répression militaire et des troupes d'occupation.
- Pour les soldats du corps expéditionnaire : Ne vous faites pas les complices des massacres organisés par les trusts !
- Pour les travailleurs indochinois : Continuez la lutte ! Vive le droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes ! F.O.

